

## mesure de l'activité nationale (PIB)

Sur la base de méthodes normalisées dans la plupart des pays du monde, la mesure de l'économie est assurée en France par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (Insee). Comme le nom de l'Institut l'indique, la mesure de la richesse nationale connue sous le nom de Produit Intérieur Brut (PIB), somme de toutes les activités de production du pays, est faite par une approche statistique.

Pour déterminer le PIB, l'Institut procède à partir d'enquêtes statistiques périodiques et d'un certain nombre de déclarations fiscales et administratives, pour la plupart annuelles, rendues obligatoires pour les entreprises et les administrations. A partir des premières enquêtes, des informations relatives à la croissance du PIB sont publiées chaque trimestre, mais la mesure véritable concerne l'année civile entière.

Il y a quelques années, elle faisait l'objet de quatre approches successives et donnait lieu à autant de publications étalées sur 4 ans. En tenant compte des délais d'élaboration effectifs des comptes de la Nation, le PIB ne devenait donc définitif qu'au terme de trois années entières de travaux ardues, ce qui peut paraître excessif, mais qui s'explique par la prédominance des méthodes statistiques sur les méthodes comptables, ainsi qu'on le verra plus loin. Depuis la publication des comptes de l'année 1997, ces travaux ont été réduits à deux phases au lieu de quatre.

La mesure est faite en valeur et en volume. La mesure en valeur (de transaction) permet de situer l'activité nationale dans son environnement monétaire courant, tandis que la mesure en volume permet de dégager la croissance réelle (positive ou négative) qu'elle a connue, cette mesure en volume étant donnée en monnaie constante. D'une période à l'autre, on peut obtenir à l'aide de ces deux termes ce que l'on a coutume d'appeler l'inflation, qui n'est autre que l'érosion monétaire par les prix.

Comme il n'est déjà pas facile en usant de procédures statistiques de connaître la somme des échanges à leur valeur de transaction, c'est-à-dire en monnaie courante, les vraies difficultés surgissent lorsqu'il s'agit de fixer les volumes. Si les productions agricole et industrielle sont dans l'ensemble assez bien cernées, tant en valeur qu'en volume, il n'en va pas de même de la production du commerce de détail et des services pour des raisons évidentes de nombre.

Comme il existe des millions d'articles et de services différents, il est quasiment impossible de procéder dans le détail à une mesure directe du PIB en volume. On recherche alors le taux d'inflation par échantillons-types ainsi qu'il a été dit de façon à obtenir à défaut de volume par catégorie de produits, la somme des échanges à prix constants. L'arrivée de nouveaux produits sur le marché et les changements de qualité affectant les biens et services existants sont de véritables casse-tête pour les statisticiens.

Etant donné la place que tiennent les marchés, l'offre et la demande dans la théorie économique, il semble très important d'appréhender les valeurs des transactions au prix du marché sans perdre de vue les lois de l'offre et de la demande. Mais comme on est en présence d'un ensemble de produits pour le moins très disparates, on utilise trois axes d'approche qui doivent aboutir en principe au même résultat : l'offre ou la production des entreprises, la demande (consommation, investissement et commerce extérieur) et les revenus (des ménages et des entreprises). Mais comme les travaux sont conduits à partir de données puisées à des sources différentes et nécessairement incomplètes, il y a toujours des écarts qui font l'objet d'arbitrages suivis d'ajustements.

Notons au passage, qu'en procédant ainsi on fait l'impasse sur les écarts de sens inverse, bien connus des comptables, qui existent fatalement et qui évidemment se compensent. Un exemple particulièrement significatif de ce type d'erreur est analysé plus bas dans ce chapitre.

Les arbitrages essentiels, issus de la synthèse, interviennent dans la dernière phase du traitement, c'est-à-dire lorsque le PIB devient définitif. Il convient de préciser qu'il ne subit pas de variations importantes entre la première et la dernière phase, raison pour laquelle vraisemblablement on a réduit le nombre de phases de quatre à deux.

Parallèlement à ces travaux d'élaboration du PIB, les comptables nationaux sont chargés de déterminer les flux financiers obtenus à l'aide des comptes financiers des agents économiques, et de préparer ainsi le cadre dans lequel il est prévu de "caser" les données statistiques relatives au PIB.

Comme il en est de l'activité nationale, les comptes financiers font eux aussi l'objet d'autant d'approches successives. Par contre, ils subissent d'une phase d'ajustement à l'autre des variations souvent très sensibles, les signes positifs pouvant devenir négatifs et inversement, ce qui est pour le moins surprenant. Ils reçoivent en définitive lors de chaque période d'ajustement les écarts appelés opportunément "décalages comptables" existant entre l'activité de production (PIB) et l'activité financière.

Voici donc comment sont élaborés les comptes de la Nation.

Comme on l'a déjà dit, les méthodes retenues (ainsi que les erreurs qui en découlent !) sont normalisées dans la plupart des pays. Cependant, la construction européenne a mis en évidence des distorsions dans les modalités de calcul du taux d'inflation entre les différents membres de la communauté, ce qui a donné lieu en son temps à des travaux d'harmonisation. De plus, les problèmes de concordance entre les comptes non financiers (activité de production) et les comptes financiers sont à l'ordre du jour des instances nationales dans le cadre de l'harmonisation des outils de mesure de la CEE, ce qui prouve bien qu'il y a là un sérieux problème. Il ne faut donc pas s'étonner que l'on relève les erreurs les plus grossières dans un tel ensemble de comptes et de données statistiques dont l'incompatibilité de la concordance saute aux yeux.

Ainsi, en donnant à l'Etat une place indépendante et en faisant apparaître dans ses comptes une consommation finale, réservée par essence aux ménages, les instituts de statistiques commettent une erreur de belle taille.

On peut prendre pour exemple les impôts liés à la production (TVA, droits de douane, et autres). Ceux-ci sont décomptés **deux fois** dans le PIB : une première fois dans la production marchande aux prix du marché (TTC), et une seconde fois dans la production non marchande consommée (consommation finale de l'Etat). Il faut savoir que la production non marchande consommée est égale aux coûts de production supportés par les branches non marchandes, soit en fait la presque totalité des charges de l'Etat. Mais, comme les charges de l'Etat sont financées par l'impôt, les impôts liés à la production sont donc bien décomptés deux fois.

En d'autres termes, on peut dire que toute hausse du taux de la TVA se traduit par une augmentation purement artificielle des productions marchande et non marchande, c'est-à-dire du PIB. Tandis qu'inversement, toute baisse de ce taux a pour effet une diminution tout aussi artificielle du PIB. Dans le premier cas l'erreur est aggravée, alors que dans le second elle est réduite.

En fait, cette erreur résulte d'une confusion d'ordre comptable faite entre le débit et le crédit, ou entre les dépenses et les recettes. En France, elle s'élevait à près de 8% du PIB en 1997 et curieusement à 10,5% en 2001, ce qui est loin d'être négligeable.

Un des plus hauts fonctionnaires de l'Institut interrogé à ce sujet, n'a rien trouvé de mieux à dire que tous les pays pratiquent de même en vertu de règles internationales, comme si cette réponse se suffisait à elle-même. Les erreurs collectives semblent acceptables en économie !

Mais, l'erreur la plus étonnante est certainement celle qui affecte la consommation des ménages. On n'en croit pas ses yeux quand à la lecture des comptes de la nation on s'aperçoit qu'il existe une consommation négative ! Comment une consommation peut-elle être négative ? Une analyse approfondie du phénomène permet de clarifier la situation. On met sous une rubrique "correction territoriale" de la consommation des ménages, la différence existant *grosso modo* entre les dépenses de tourisme de nos ménages à l'étranger et les revenus du tourisme des étrangers dans le pays. Comme la France dispose d'une balance du tourisme excédentaire la consommation des ménages est négative. Si la balance était déficitaire, elle serait positive.

Sans doute embarrassé par les problèmes techniques que pose le tourisme dans l'élaboration des comptes, il n'y a pas été intégré. En rapportant cette différence aux comptes des seuls ménages, il s'ensuit nécessairement des erreurs dans les comptes financiers des ménages et de l'étranger. Il est enfin question de corriger cette anomalie qui dure depuis des décennies. Cependant, en 2001 on peut encore la trouver sous la rubrique PCHTR pour une somme négative de 15 mds d'euros.

Il ne fait donc aucun doute que l'organisation et les méthodes de travail retenues pour mesurer l'activité nationale sont fondamentalement mauvaises, pour des raisons qui tiennent vraisemblablement à l'histoire.

Ce sont des théoriciens qui ont conçu et organisé en économistes et en statisticiens l'approche et les méthodes de travail conduisant à la détermination du produit national, alors que la démarche relève tout simplement de la comptabilité, puisqu'il s'agit de faire la somme d'une multitude de comptes, selon des règles spécifiques bien entendu.

Les responsables n'ont pas manqué de le comprendre puisque l'Institut se fait improprement appeler Comptabilité Nationale, alors que les comptables nationaux n'ont guère d'autre fonction que celle d'ordonner et d'ajuster des comptes afin de faire entrer les évaluations statistiques dans un cadre comptable. Il y a là une incompatibilité fondamentale. Mais, le label de Comptabilité Nationale lui donne le certificat d'authenticité qui lui ferait autrement défaut.

A condition de ne pas être trop regardant sur les résultats obtenus et publiés, cette situation ambiguë présente de solides avantages pour l'Etat, autorité de tutelle. Il y a quelques années (1988), un homme du sérail, spécialiste de la construction des comptes nationaux, écrivait un peu imprudemment en évoquant l'indépendance du comptable national, que les instances politiques interfèrent dans les comptes avant leur publication:

- *"quand l'inflation ou le taux de croissance calculés, diffèrent de ceux annoncés ou souhaités par le gouvernement,"*

- *" ou encore en cas de prise en compte de tout autre phénomène significatif au plan macro-économique, et donc difficile à ignorer, quand cette prise en compte peut provoquer l'irritation d'une instance de pouvoir dans le pays."*

On ne saurait être plus clair! Dans une édition plus récente, revue et développée, l'auteur n'a pas osé réitérer ses premiers propos. Mais, cela ne veut pas dire que les pratiques ont disparu. Les hommes politiques n'ont pas d'états d'âme, seulement des états de service à faire valoir au service de l'Etat. D'ailleurs elles n'ont pas disparu, puisque tout récemment (mars 2006) la presse se faisait l'écho de récriminations de la part des

fonctionnaires de l'Insee pour que cesse l'intervention des pouvoirs publics dans leur domaine de responsabilités.

Pour faire en toute orthodoxie de la comptabilité nationale, l'approche et les méthodes de travail devraient être définies par des experts-comptables. La mesure du Produit National (non le PIB, qui en est l'expression faussée) en valeur, c'est-à-dire aux prix effectifs des transactions (ou prix du marché), devrait relever exclusivement d'une méthode de consolidation des comptes des agents économiques, inspirée de la technique de consolidation utilisée par les multinationales et autres grands groupes qui consiste pour eux à faire la somme de tous les comptes des sociétés du même groupe dans le but d'en connaître les résultats et le bilan.

Les comptes de l'Etat y trouveraient ainsi leur place naturelle sans erreur grossière possible. En ce qui la concerne, la mesure du Produit National en volume ou à prix constants relève tout à fait des méthodes statistiques actuellement utilisées. Toutes deux sont complémentaires et indissociables, mais chacune d'elles devrait occuper la place qui lui revient dans l'ordre logique: base comptable et développement statistique, non l'inverse. On éliminerait ainsi la plus abondante source d'erreurs.

Si l'on ignore, aujourd'hui encore, les relations financières et comptables exactes qui relient les deux sphères d'activité (production et finance), c'est bien parce que l'on fait de la statistique avant de faire de la comptabilité. Les opérations de la sphère réelle peuvent être obtenues par la consolidation des comptes de résultat de toutes les entreprises, l'Etat y compris, et celles de la sphère financière et monétaire peuvent l'être tout autant par la consolidation de leurs comptes de bilan.

C'est évidemment plus facile à dire qu'à faire, mais après avoir procédé à une nécessaire adaptation des comptes on y gagnerait en précision et les liens financiers et comptables existant entre les deux sphères apparaîtraient clairement puisqu'ils résultent des comptes.

On pourrait enfin vérifier, même si la théorie dit le contraire, qu'il n'existe pas d'activité nationale sans financement, ce qui est capital dans la gestion économique d'un pays, et par le fait même on disposerait d'un bilan consolidé national, véritable tableau de bord de l'économie d'un pays, dont l'absence laisse actuellement la porte ouverte à tous les abus en matière monétaire et financière.

En conclusion, on peut dire qu'une méthodologie inadaptée et contestable, conduisant à des erreurs inacceptables, et des arbitrages rendus par ceux-là mêmes qui sont chargés de la mesure, aux ordres du pouvoir politique, posent le problème de la fiabilité des informations publiées.

On peut citer l'exemple du Président de la Fed (l'équivalent américain de notre Banque de France) qui contestait, au début des années 90, la validité des chiffres publiés de l'inflation aux Etats-Unis prétendant que l'indice des prix à la consommation était surestimé de 1,5%. Cet exemple montre à quel point les informations statistiques peuvent être mises en doute dans les plus hautes sphères d'un pays, par des gens qui savent très bien à quoi s'en tenir sur leur fiabilité.